

DANS L'ACTUALITE du 14 au 24 février 2014

Textes officiels

JORF n° 0046 du 23 février 2014

Décrets portant délimitation des cantons dans divers départements

[Décret n° 2014-191 du 20 février 2014 portant délimitation des cantons dans le département de la Drôme](#)

[Décret n° 2014-192 du 20 février 2014 portant délimitation des cantons dans le département de la Gironde](#)

[Décret n° 2014-193 du 20 février 2014 portant délimitation des cantons dans le département des Hautes-Alpes](#)

[Décret n° 2014-194 du 20 février 2014 portant délimitation des cantons dans le département de la Haute-Vienne](#)

[Décret n° 2014-195 du 20 février 2014 portant délimitation des cantons dans le département de la Charente](#)

[Décret n° 2014-196 du 20 février 2014 portant délimitation des cantons dans le département de l'Oise](#)

JORF n° 0045 du 22 février 2014

La loi de programmation pour la ville et la cohésion urbaine est promulguée

[LOI n° 2014-173 du 21 février 2014 de programmation pour la ville et la cohésion urbaine](#)

Décrets portant délimitation des cantons dans divers départements

[Décret n° 2014-174 du 18 février 2014 portant délimitation des cantons dans le département de l'Ariège](#)

[Décret n° 2014-175 du 18 février 2014 portant délimitation des cantons dans le département de la Côte-d'Or](#)

[Décret n° 2014-176 du 18 février 2014 portant délimitation des cantons dans le département des Deux-Sèvres](#)

[Décret n° 2014-177 du 18 février 2014 portant délimitation des cantons dans le département d'Ille-et-Vilaine](#)

[Décret n° 2014-178 du 18 février 2014 portant délimitation des cantons dans le département de l'Indre](#)

[Décret n° 2014-179 du 18 février 2014 portant délimitation de cantons dans le département d'Indre-et-Loire](#)

[Décret n° 2014-180 du 18 février 2014 portant délimitation des cantons dans le département de l'Isère](#)

[Décret n° 2014-181 du 18 février 2014 portant délimitation des cantons dans le département des Landes](#)

[Décret n° 2014-182 du 18 février 2014 portant délimitation des cantons dans le département de Saône-et-Loire](#)

[Décret n° 2014-183 du 18 février 2014 portant délimitation des cantons dans le département de la Moselle](#)

[Décret n° 2014-184 du 18 février 2014 portant délimitation des cantons dans le département de la Nièvre](#)

[Décret n° 2014-185 du 18 février 2014 portant délimitation des cantons dans le département du Bas-Rhin](#)

[Décret n° 2014-186 du 18 février 2014 portant délimitation des cantons dans le département de Seine-et-Marne](#)

JORF n° 0044 du 21 février 2014

Logement intermédiaire

[Ordonnance n° 2014-159 du 20 février 2014 relative au logement intermédiaire](#)

[Rapport au Président de la République relatif à l'ordonnance n° 2014-159 du 20 février 2014 relative au logement intermédiaire](#)

Décrets portant délimitation des cantons dans divers départements

[Décret n° 2014-160 du 17 février 2014 portant délimitation des cantons dans le département du Calvados](#)

[Décret n° 2014-161 du 17 février 2014 portant délimitation des cantons dans le département de la Creuse](#)

[Décret n° 2014-162 du 17 février 2014 portant délimitation des cantons dans le département de la Haute-Loire](#)

[Décret n° 2014-163 du 17 février 2014 portant délimitation des cantons dans le département de la Haute-Marne](#)

[Décret n° 2014-164 du 17 février 2014 portant délimitation des cantons dans le département de la Haute-Saône](#)

[Décret n° 2014-165 du 17 février 2014 portant délimitation des cantons dans le département du Jura](#)

[Décret n° 2014-166 du 17 février 2014 portant délimitation des cantons dans le département de la Meuse](#)

[Décret n° 2014-167 du 17 février 2014 portant délimitation des cantons dans le département du Nord](#)

[Décret n° 2014-168 du 17 février 2014 portant délimitation des cantons dans le département du Val-d'Oise](#)

[Décret n° 2014-169 du 17 février 2014 portant délimitation des cantons dans le département de la Vendée](#)

[Décret n° 2014-170 du 17 février 2014 portant délimitation des cantons dans le département du Tarn](#)

[Décret n° 2014-171 du 17 février 2014 portant délimitation des cantons dans le département du Val-de-Marne](#)

JORF n° 0043 du 20 février 2014

Décrets portant délimitation des cantons dans divers départements

[Décret n° 2014-147 du 13 février 2014 portant délimitation des cantons dans le département de l'Ain](#)

[Décret n° 2014-148 du 13 février 2014 portant délimitation des cantons dans le département de l'Ardèche](#)

[Décret n° 2014-149 du 13 février 2014 portant délimitation des cantons dans le département du Cantal](#)

[Décret n° 2014-150 du 13 février 2014 portant délimitation des cantons dans le département des Côtes-d'Armor](#)

[Décret n° 2014-151 du 13 février 2014 portant délimitation des cantons dans le département du Finistère](#)

[Décret n° 2014-152 du 13 février 2014 portant délimitation des cantons dans le département de la Haute-Garonne](#)

[Décret n° 2014-153 du 13 février 2014 portant délimitation des cantons dans le département de la Haute-Savoie](#)

[Décret n° 2014-154 du 13 février 2014 portant délimitation des cantons dans le département du Lot](#)

[Décret n° 2014-155 du 13 février 2014 portant délimitation des cantons dans le département du Territoire de Belfort](#)

[Décret n° 2014-156 du 13 février 2014 portant délimitation des cantons dans le département de l'Yonne](#)

[Décret n° 2014-157 du 13 février 2014 portant délimitation des cantons dans le Département de Mayotte](#)

JORF n° 0041 du 18 février 2014

Suppression de commissions administratives à caractère consultatif

[Décret n° 2014-132 du 17 février 2014 portant suppression de commissions administratives à caractère consultatif](#)

JORF n° 0040 du 16 février 2014

Interdiction de cumul de fonctions

[LOI organique n° 2014-125 du 14 février 2014 interdisant le cumul de fonctions exécutives locales avec le mandat de député ou de sénateur](#)

[LOI n° 2014-126 du 14 février 2014 interdisant le cumul de fonctions exécutives locales avec le mandat de représentant au Parlement européen](#)

Projet de loi

Le projet de loi pour l'accès au logement et un urbanisme rénové (ALUR) a été adopté par l'Assemblée nationale le 19 février 2014

[Petite loi](#) (Sénat – 20 février 2014)

Le projet de loi artisanat, commerce et très petites entreprises adopté à une large majorité par l'Assemblée Nationale

[Projet de loi relatif à l'artisanat, au commerce et aux très petites entreprises, adopté en 1ère lecture par l'Assemblée nationale le 18 février 2014, TA n° 299](#)

[Texte n° 376 \(2013-2014\) transmis au Sénat le 18 février 2014](#)

Discussion en séance publique au cours des séances du 15 au 17 avril 2014

La loi de programmation pour la ville et la cohésion urbaine adoptée

[Projet de loi de programmation pour la ville et la cohésion urbaine, adopté, dans les conditions prévues à l'article 45, alinéa 3, de la Constitution par l'Assemblée nationale le 13 février 2014, TA n° 296](#)

Jurisprudence

Subordination de toute contestation de la position prise sur un permis de construire au regard de la protection d'un édifice classé ou inscrit à l'exercice préalable d'un recours administratif contre l'avis de l'architecte des bâtiments de France (ABF) devant le préfet de région

[CE 19 février 2014 *ministre de la culture et de la communication*, req. n° 361769](#)

Charte de parc naturel régional : contrôle de la conformité d'une construction

[CE 12 février 2014 *commune d'Epinay-Champlâtreux*, req. n° 357215](#)

Dès lors que la modification de programme est actée, l'accord formel du maître d'ouvrage pour adapter la rémunération du maître d'œuvre n'est pas indispensable.

[CE 10 février 2014 *société Arc Ame*, n° 365828](#)

Vu par ailleurs

Contrat public

La Lettre de la DAJ N°160 est parue

[Rapport public annuel de la Cour des comptes 2014](#)

Source: DAJ du 20/02/2014

Procédure formalisée : la hiérarchisation des critères validée sous condition

[Dans un arrêt du 20 décembre 2013, la cour administrative d'appel de Nantes autorise que les critères, dans le cadre d'une procédure formalisée, soient hiérarchisés, si ceux-ci apparaissent en pratique pondérés avec un coefficient équivalent.](#)

Source : localtis.info du 20/02/2014

Achat public durable : oui, mais comment ?

Les professionnels réunis lors d'une restitution de travaux organisée à Angoulême par le réseau Grand Ouest se sont penchés sur l'intégration du développement durable dans les achats de construction.

Source: le Moniteur du 18/02/2014

Délais de paiement : les régions ont le bonnet d'âne

Si l'Etat est parvenu à diminuer ses délais de paiement en 2013, ce n'est pas le cas des collectivités, dont le délai est passé de vingt-sept à vingt-huit jours, selon le rapport de l'Observatoire des délais de paiement. Les régions sont les plus mauvais élèves : leur délai est passé de trente-trois à quarante jours.

Source : localtis.info du 18/02/2014

Urbanisme

Rénovation urbaine : à quoi ressemblera la deuxième génération de programmes?

Sur la base des 1300 quartiers prioritaires qui seront identifiés cet été, l'Anru concentrera ses moyens futurs sur 230 d'entre eux nécessitant une reconfiguration urbaine. Dans le cadre des contrats de ville, son action se déclinera via des conventions comportant un volet développement économique mais aussi une action plus importante sur l'habitat privé.

Source: le Moniteur du 21/02/2014

A quoi ressembleront les conventions Anru deuxième génération ?

Les futures conventions Anru seront peu nombreuses (entre 200 et 230), avec un volet développement économique obligatoire et une action amplifiée sur l'habitat privé. Elles seront conclues dans le cadre des contrats de ville, uniquement pour des quartiers "prioritaires". Les conventions pourront être multi-sites à l'échelle intercommunale. Une première liste sera rendue publique cet automne.

Source : localtis.info du 20/02/2014

Le projet de loi Alur définitivement adopté au Parlement

Le Parlement a adopté définitivement ce 20 février, par un ultime vote du Sénat, le projet de loi pour l'accès au logement et un urbanisme rénové (Alur). La majorité de gauche sénatoriale a voté pour ce texte déjà adopté la veille par l'Assemblée, la droite s'y opposant.

Source : localtis.info du 20/02/2014

Que faut-il retenir de la loi Alur ?

La loi pour l'accès au logement et un urbanisme rénové (Alur) a été définitivement votée le 20 février, après l'accord trouvé le 11 février entre députés et sénateurs. Traitant de la modernisation des règles d'urbanisme et de la transition écologique des territoires, mais réformant aussi la loi de 1989 sur les rapports locatifs et celle de 1965 sur les copropriétés, ce gros morceau aura fait couler beaucoup d'encre depuis sa présentation en juin. Revue de détail des mesures adoptées

Source: le Moniteur du 20/02/2014

Fin de parcours pour la loi ALUR

Adoptée définitivement par l'Assemblée nationale le 18 février, et par le Sénat le 20 février 2014, après neuf mois de navettes parlementaires, la loi pour l'accès au logement et un urbanisme rénové contient quelques avancées très concrètes, et d'autres plus symboliques comme le PLU intercommunal.

Source : la gazette des communes du 20/02/2014

Le permis de construire précaire peut permettre d'échapper à la RT 2012

Les permis de construire à titre précaire, délivrés exceptionnellement pour des constructions non conformes aux règles d'urbanisme, ne sont pas soumis à la réglementation thermique lorsqu'ils portent sur des projets d'une durée d'utilisation de moins de deux ans, a récemment précisé le ministère de l'Ecologie.

Source: le Moniteur du 20/02/2014

Recours abusif contre un permis de construire : pour la première fois, les juges retiennent l'escroquerie

Pour la première fois, la Cour de cassation considère qu'un recours contre une autorisation d'urbanisme peut être la cause d'un délit pénalement répréhensible. Les preuves de malhonnêteté étaient, il est vrai, tangibles.

Source: le Moniteur du 20/02/2014

Urbanisme commercial : une réforme « façon puzzle »

Depuis la loi de modernisation de l'économie du 4 août 2008, le gouvernement s'était engagé à remettre sur l'ouvrage la réforme de l'urbanisme commercial.

Source : la gazette des communes du 19/02/2014

Quartiers prioritaires: le Parlement a adopté le projet de loi sur la ville

Le Parlement, par des votes successifs du Sénat mercredi 12 février et de l'Assemblée nationale jeudi 13, a adopté définitivement le projet de loi sur la ville qui recentre les crédits sur des « quartiers prioritaires » dont la liste sera publiée après les élections municipales.

Source: le Moniteur du 13/02/2014

Environnement

Transition écologique : un calendrier chamboulé

Et si, finalement, on commençait par un chantier plus facile ? Le projet de loi sur la biodiversité, créant une agence nationale, «sera examiné en conseil des ministres fin mars» annonce la lettre de cadrage 2014 pour la transition écologique adressée le 18 février par le Premier ministre à Philippe Martin, ministre de l'Ecologie. Mais aucune date n'est indiquée pour le très attendu projet de loi de programmation sur la transition énergétique jusque-là annoncé pour «le printemps».

Source : la gazette des communes du 20/02/2014

Transition écologique : publication des lettres de cadrage 2014

[Philippe Martin a présenté, le 19 février 2014, une communication relative aux lettres de cadrage pour la transition écologique au Conseil des ministres.](#)

Source: developpement-durable.gouv.fr du 20/02/2014

Chantier de l'A304 : le dossier d'enquête publique était incomplet

[Dans son jugement du 11 février, le tribunal administratif de Châlons-en Champagne dénonce l'omission de mesures compensatoires précises, dans le dossier soumis à l'enquête publique, en contrepartie de la suppression de 203 hectares de zones humides.](#)

Source : le Moniteur du 19/02/2014

Simplification : le certificat de projet bientôt à l'expérimentation

[A l'instar de l'expérimentation d'une autorisation unique -pour laquelle une consultation publique est également en cours -, le certificat de projet vise, grâce au processus de cristallisation, à donner "une plus grande visibilité aux porteurs de projets sur les procédures et les règles auxquelles leurs projets vont être soumis et sur les délais d'instruction".](#)

Source : localtis.info du 18/02/2014

Collectivités territoriales

Décentralisation : les départements refusent de se faire hara-kiri

[Hostiles aux fusions-absorptions par les métropoles, les conseils généraux, reçus le 20 février par Jean-Marc Ayrault, marquent aussi leur territoire vis-à-vis des régions.](#)

Source: la gazette des communes du 20/02/2014

Philippe Yvin nommé à la tête de la Société du Grand Paris en conseil des ministres

[Philippe Yvin a été nommé président du directoire de l'établissement public Société du Grand Paris \(SGP\), maître d'œuvre du futur super métro francilien, lors du conseil des ministres mercredi 19 février.](#)

Source: la gazette des communes du 19/02/2014

Loi Mapam : la nouvelle carte des compétences en matière d'environnement et de transports

La loi de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles, dite Mapam, a apporté de nombreux changements dans l'exercice des compétences des différents niveaux de collectivités dans les domaines de l'environnement, de l'énergie et des transports. Elle introduit aussi de nouvelles responsabilités en matière de gestion des milieux aquatiques ou d'organisation de la mobilité, notamment. Gros plan sur ces modifications qui méritent d'être explicitées.

Source : localtis.info du 17/02/2014

Transport

2014, année du canal Seine Nord Europe ?

«L'année 2014 sera incontestablement l'année du canal Seine-Nord Europe », a affirmé le ministre des Transports, Frédéric Cuvillier, lors de la conférence « De la reconfiguration de Seine-Nord Europe à la réalisation de la liaison européenne Seine-Escaut » organisée par l'association Seine-Nord Europe, le 18 février à Paris.

Source : le Moniteur du 21/02/2014

Aéroport de Notre-Dame-des-Landes: la secrétaire nationale d'Europe Ecologie-Les Verts signe un recours

La secrétaire nationale d'Europe Ecologie-Les Verts, Emmanuelle Cosse, «a signé un recours jeudi» contre l'aéroport de Notre-Dame-des-Landes, a annoncé, vendredi 21 février, le sénateur écologiste Jean-Vincent Placé, qui manifestera samedi contre le projet.

Source : le Moniteur du 21/02/2014

Coup d'accélérateur sur deux concessions autoroutières

Coup sur coup, Frédéric Cuvillier, ministre délégué aux transports, vient de faire avancer deux projets de concession autoroutière : d'une part, le contournement Ouest de Strasbourg ; d'autre part, l'autoroute A45 entre Saint-Etienne et Lyon.

Source : le Moniteur du 20/02/2014

Strasbourg-Kehl : le tramway bouscule le droit

[La première extension d'un tramway français en territoire étranger impose le défrichage d'un no man's land juridique. La Compagnie des transports strasbourgeois s'y attelle, entre Strasbourg et Kehl.](#)

Source : le Moniteur du 20/02/2014

Vu dans les revues

AJDA n° 6-2014 du 17 février 2014 p.358, *Procédure contentieuse - Connaissance acquise et second recours*, conclusions de Gilles Pellissier

AJDA n° 7-2014 du 24 février 2014 p.372, *Le PLU intercommunal : grand perdant de la loi ALUR ?* par Rémi Grand

BJCP n° 92 Janvier-Février 2014 p.47, *Le référé contractuel est-il efficace pour contester une délégation de service public ?*, conclusions de Gilles Pellissier

BJCP n° 92 Janvier-Février 2014 p.59, *Quel contrôle du juge du référé précontractuel sur une offre anormalement basse ?*, conclusions de Bertrand Dacosta

Presse

Intercommunalité, l'autre enjeu de cette campagne municipale

[Malgré la réforme électorale et le transfert de compétences aux intercommunalités, les maires restent discrets sur le sujet. Mais ils ne renoncent pas à ravir les postes.](#)

Source : les Echos du 24/02/2014

A Nancy, un nouveau quartier pour changer l'image du plateau de Haye

[La réhabilitation comprend l'aménagement d'un parc et de jardins partagés.](#)

Source : le Monde du 23/02/2014